

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

L'ARC 2020 (Convention Agricole et Rurale) appelle les décideurs politiques européens à faire preuve de courage pour un changement des politiques agricoles, alimentaire et rurale

Bruxelles, 14 juillet 2011 – L'ARC 2020, une alliance d'organisations de la société civile à travers toute l'Europe a invité les décideurs européens de faire preuve de courage dans la réforme de la Politique Agricole Commune. Lors de sa conférence du 13 juillet au Conseil Economique et Social Européen à Bruxelles, les membres de l'ARC ont discuté de la réforme de la PAC avec le Commissaire **Dacian Ciolos**, avec le Président du Conseil des Ministres **Marek Sawicki**, ainsi qu'avec le rapporteur du Parlement Européen **Albert Dess**.

Faisant référence à la « Communication de la société civile aux Institutions Européennes » lancée parallèlement à celle de la Commission Européenne par l'ARC le 19 novembre dernier, son porte-parole **Arie van den Brand** a déclaré : « *Nous pensons que notre voix a été entendue depuis le début de la consultation de la société civile l'année dernière, au moins nous sommes d'accord sur les défis auxquels nous devons faire face et sur les changements nécessaires à apporter pour répondre au changement climatique, à l'érosion de la biodiversité et aux fortes inégalités sociales dans les régions Européennes et dans le monde. Maintenant les décideurs politiques européens doivent faire preuve de courage pour travailler en faveur d'un vrai changement politique. La nouvelle PAC doit s'atteler à promouvoir de véritables systèmes agricoles et alimentaires durables sur le terrain, à mieux faire fonctionner les marchés de façon à ce que les agriculteurs aient des revenus justes, et donner aux consommateurs une alimentation saine. Nous avons besoin d'un véritable changement de paradigme qui substituerait à l'usage non durable des ressources naturelles, une agriculture tirant profit au maximum de la photosynthèse, économisant les terres cultivées pour l'alimentation animale afin de pouvoir nourrir suffisamment les populations à long terme. Enfin nous avons besoin d'une renaissance rurale à travers une politique rurale spécifique et inclusive, qui renforce la gouvernance locale et l'innovation dans toutes les régions d'Europe* ».

Lors de la conférence de l'ARC, **Jim Harkness** de l'Institut pour les politiques agricoles et commerciales (IATP) basé aux Etats-Unis, a fait état des alliances possibles entre coalitions transatlantiques et mondiales pour construire des systèmes alimentaires durables ; **Tim Lang**, professeur de politique alimentaire à l'Université de Londres, a estimé que les liens évidents entre l'agriculture, la santé publique et ce que nous mangeons n'avaient pas été suffisamment pris en compte dans le débat sur la PAC ; enfin **Erik Mathijs**, professeur d'économie agricole et chef d'unité à l'Université de Louvain, a

souligné les opportunités de transition entre l'option d'un paradigme productiviste et celle d'une suffisance agricole pour la consommation alimentaire.

Les membres de l'ARC ont été encouragés par les mots de clôture du Commissaire Ciolos, qui a déclaré que l'alliance de l'ARC ne doit pas croire qu'avec sa communication de la société civile, le travail était terminé : « *En fait, je souhaiterait vous mettre en appétit pour continuer ce dialogue constructive une fois que la Commission aura publié ses propositions législatives pour la réforme de la PAC au mois d'octobre* ».

– FIN –

Note aux Editeurs

L'ARC, la Convention Agricole et Rurale 2020, a été créée au début 2010 comme une plateforme facilitant le rapprochement des citoyens et leurs organisations, pour promouvoir une réforme de la Politique Agricole Commune et des politiques de développement rural de l'Union Européenne. Au sein de cette plateforme, un grand nombre d'organisations de la société civile sont actives aux niveaux Européen, national, régional et local. Elles représentent une grande variété d'intérêts, incluant entre autres les droits de l'homme, les agriculteurs, les consommateurs, les communautés rurales, la protection de la nature, le patrimoine culturel, le bien-être animal, les minorités, la santé publique, l'agriculture biologique.